



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de l'interministerialité
et du développement durable**

ARRÊTÉ N° 325 du 14 NOV. 2022
portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société EVIALIS FRANCE à Longué Jumelles
installations de fabrication de produits de nutrition animale

Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 28 février 2019 portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2022-031 du 31 août 2022 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, secrétaire générale de la Préfecture ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation N° DIDD – 2013 n°74 délivré le 26/03/2013 à la société EVIALIS France pour l'exploitation d'installations de fabrication de produits de nutrition animale sur le territoire de la commune de Longué Jumelles Zone Industrielle de la Métairie concernant notamment la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

VU l'article 10.1.9 – Fonctionnement des installations de transfert des grains de l'arrêté préfectoral d'autorisation N° DIDD – 2013 n°74 du 26/03/2013 susvisé qui dispose :

« Les transporteurs à chaîne sont équipés de détecteurs de bourrage, les élévateurs sont équipés de détecteurs de déport de sangles et les transporteurs à bandes sont munis de capteurs de déport de bandes. De plus, les transporteurs à bandes et les élévateurs sont munis de contrôleurs de rotation. Ces capteurs arrêtent l'installation après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.

Les bandes des transporteurs respectent la norme NF EN ISO 340, version avril 2005 ou les normes NF EN 12881-1, version juillet 2008 et NF EN 12881-2, version juin 2008 (bandes difficilement propagatrices de la flamme). Cette disposition n'est applicable aux installations existantes qu'en cas de remplacement d'une bande de transporteurs »

VU l'article 9.2.4 – Installations électriques – Mise à la terre de l'arrêté préfectoral d'autorisation N° DIDD – 2013 n°74 du 26/03/2013 susvisé qui dispose :

« Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées ».

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 octobre 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 04 octobre 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

1.

3 élévateurs sur 15 sont munis de détecteurs de déport de sangle (E2 à E4) ou de capteur de température.

Les autres E1 et E5 à E15 ne le sont pas.

L'exploitant n'a pas présenté d'état des lieux concernant les déports de bandes des transporteurs et le remplacement des bandes ou les contrôleurs de rotation, ce qui contrevient à l'article 10.1.9 – Fonctionnement des installations de transfert des grains de l'arrêté préfectoral d'autorisation N° DIDD – 2013 n°74 du 26/03/2013 susvisé.

2.

L'exploitant a présenté un compte rendu de vérification Q18 datant du 08 décembre 2021.

Ce document indique que les installations peuvent présenter des risques d'incendie ou d'explosion. Le document indique également des limites dans la vérification qui n'a donc été que partielle et une non autorisation de coupure totale.

9 remarques dont certaines datent de 2019 sont à l'origine de cette conclusion (Risques d'incendie ou d'explosion).

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la levée des non conformités menant en particulier à la conclusion que les installations peuvent présenter des risques d'incendie ou d'explosion.

ce qui contrevient à l'article 9.2.4 – Installations électriques – Mise à la terre de l'arrêté préfectoral d'autorisation N° DIDD – 2013 n°74 du 26/03/2013 susvisé.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 9.2.4 – Installations électriques – Mise à la terre et 10.1.9 – Fonctionnement des installations de transfert des grains de l'arrêté préfectoral d'autorisation N° DIDD – 2013 n°74 du 26/03/2013 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société EVIALIS FRANCE de respecter les dispositions des articles 9.2.4 – Installations électriques – Mise à la terre et 10.1.9 – Fonctionnement des installations de transfert des grains de l'arrêté préfectoral d'autorisation N° DIDD – 2013 n°74 du 26/03/2013 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de Maine et Loire

ARRÊTE

Article 1 - La société EVIALIS FRANCE (SIRET n° : 56282103300320) exploitant une installation de fabrication de produits de nutrition animale sise Zone Industrielle de la Métairie sur la commune de Longué Jumelles est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 9.2.4 – Installations électriques – Mise à la terre et 10.1.9 – Fonctionnement des installations de transfert des grains de l'arrêté préfectoral d'autorisation N° DIDD – 2013 n°74 du 26/03/2013 en :

-justifiant dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté le respect de l'article 10.1.9 – Fonctionnement des installations de transfert des grains de l'arrêté préfectoral d'autorisation N° DIDD – 2013 n°74 du 26/03/2013 concernant :

- . la mise en œuvre de détecteurs de déport pour l'ensemble des élévateurs,
- . la mise en œuvre de détecteurs de déport pour l'ensemble des transporteurs,
- . la mise en œuvre de contrôleurs de rotation sur les transporteurs à bande et les élévateurs,
- . le remplacement des bandes tel que prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation N° DIDD – 2013 n°74 du 26/03/2013,

-justifiant dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le respect de l'article 9.2.4 – Installations électriques – Mise à la terre de l'arrêté préfectoral d'autorisation N° DIDD – 2013 n°74 du 26/03/2013 par la présentation d'un document émanant d'un organisme tiers compétent de type attestation Q18 explicitant l'absence de risques d'incendie ou d'explosion sur les installations suite à une vérification complète des installations électriques.

Article 2 – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés à l'article 1 à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - En application de l'article L221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 - Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 - le présent arrêté sera notifié à la société EVIALIS FRANCE par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Longué Jumelles et pourra y être consultée.

Article 7 - La secrétaire générale de la préfecture, la sous-préfète de Saumur, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire et le maire de Longué Jumelles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 14 NOV. 2022

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale de la Préfecture,


Magali DAVERTON

